

Fin de la dolce vita



Impôt sur la malbouffe

Une nouvelle taxe sur la «junk food» vise à améliorer l'état de santé de la population hongroise et enrichir les caisses publiques à partir de septembre. Cependant, les acteurs du secteur agroalimentaire doutent de l'efficacité de la mesure.

Un régime strict sera prescrit aux Hongrois dès leur retour de vacances. En effet, le Parlement hongrois a récemment adopté l'instauration d'une taxe sur certains aliments pour lutter contre l'obésité. L'idée de taxer la junk food avait été évoquée pour la première fois il y a à peine un an, à l'été 2010, par l'Association stratégique pour les hôpitaux hongrois (Stratégiai Szövetség a Magyar Kórházakért Egyesület). Bien que la première proposition de loi basée sur cette suggestion, visait à faire payer les producteurs de gourmandises à partir de 2012, la taxe entrera en vigueur dès la rentrée.

Depuis la première proposition, la mesure initialement nommée "taxe hamburger", a été rebaptisée plus largement "impôt de santé sur les produits alimentaires".

Dorénavant, elle ne comprend plus de mesures concernant la graisse, l'alcool ou le tabac, contrairement aux plans précédents. En réalité, ce nouveau prélèvement

concernera uniquement les produits préemballés salés et sucrés, comme les biscuits ou les boissons à forte teneur en sucre, et comprenant moins de 25% de fruits. Les montants annoncés seront d'environ 5 forints /litre pour les boissons, 250 forints /litre pour les boissons énergétiques, et de 100 à 200 forints/kg pour les chips, le chocolat, les gâteaux ou encore la glace.

Nourrir le budget central

Cette offensive contre la malbouffe vise avant tout à combattre le fléau de l'obésité. En Hongrie, comme dans plusieurs États membres de l'UE, l'obésité est un problème de plus en plus préoccupant. Les statistiques européennes pour 2010 montrent qu'en Hongrie, 15 adultes sur 100 et 20 enfants sur 100 sont obèses. La proportion de la population obèse a augmenté de 10% en comparaison aux années 80, tandis que l'on mange moins de fruits et légumes, et davantage de produits sucrés et salés que la génération précédente.

"Les études des dernières années sur les habitudes alimentaires des Hongrois et leurs effets sur la santé montrent que les problèmes liés à une trop grande consommation de graisse et de sel ont augmenté", explique le ministre de l'Economie, György Matolcsy.

La taxe présente également l'avantage de remplir les caisses d'un État qui en a bien besoin. Selon les estimations, la nouvelle taxe rapporterait 20 milliards de bénéfice au budget central. L'argent dégagé devrait être ré-investi dans la santé, notamment dans l'augmentation du salaire des médecins et dans des campagnes de publicité sur l'hygiène alimentaire.

Des répercussions économiques

Les principaux acteurs du secteur alimentaire expriment tout de même de vives inquiétudes vis-à-vis de la nouvelle loi, en disant qu'elle pourrait affaiblir la compétitivité des entreprises hongroises sur le marché européen. Par ailleurs, les impôts hongrois sont déjà parmi les plus élevés. L'importation de produits étrangers sera également soumise à la taxe, dont seront exonérées uniquement les sociétés vendant moins de 50 kg ou 50 litres d'un produit ciblé par la loi, ainsi que la production destinée à être exportée. Les industriels ne semblent pas convaincus,

d'autant que le Premier ministre Viktor Orbán avait promis en novembre dernier que le gouvernement ne préleverait pas d'impôt supplémentaire sur les entreprises. Il semble être revenu sur cette promesse, faite après la création d'un impôt touchant les secteurs spécifiques comme les banques, les sociétés de télécommunication, d'énergie et de distribution.

Cette taxe risque ainsi de provoquer des licenciements significatifs et inévitables, dans un secteur déjà en proie à des difficultés. Selon les informations de l'hebdomadaire Figyelô, Coca-Cola a d'ores et déjà annulé l'extension envisagée de son usine de Dunaharaszti. La société Chio Magyarország Kft a, elle aussi, mit fin à un investissement important suite à l'adoption de la taxe. De surcroît, certains distributeurs ont refusé d'augmenter les prix pour le consommateur, laissant perplexes les producteurs qui craignent l'efficacité sanitaire de la mesure.

Judit Zeisler

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel